

Conseil de sécurité

Debriefing : Visite du Conseil de sécurité en Colombie

New York, le 22 février 2024

Déclaration de la Suisse

Pascale Baeriswyl, Représentante permanente de la Suisse

Madame la Présidente,

En 2016 - nous l'avons entendu - la Colombie a mis fin à des décennies de conflit en signant l'un des accords de paix les plus novateurs du monde. Le fait qu'il en soit à sa huitième année de mise en œuvre résulte du soutien de la communauté internationale et de ce Conseil de sécurité, de l'excellent travail des acteurs et des actrices onusiens et surtout de la mission de vérification de l'ONU, mais aussi et surtout - du fort désir d'une paix durable et de l'impressionnante résilience de la population colombienne.

En même temps, nous avons pu constater que le pays, malgré la volonté politique du gouvernement pour une "paix totale", est confronté à d'énormes défis. Nous avons entendu à maintes reprises les mêmes demandes, qui - une leçon pour ce Conseil - sont représentatives de la plupart des solutions aux conflits du monde : une meilleure répartition des terres, une plus grande justice sociale et, surtout, une plus grande protection contre la violence.

En complément des observations et conclusions de mes Co-leads, que je ne peux que soutenir, permettez-moi donc de décrire brièvement quelques éléments de la mission dont j'ai eu l'honneur d'être responsable :

Le 9 février, le Conseil s'est rendu à Agua Bonita, Caquetá, l'une des zones les plus emblématiques du conflit entre le gouvernement colombien et les FARC-EP. Il a échangé avec des représentants de l'ancienne zone territoriale de formation et de réintégration et reconnu l'importance du processus de réconciliation pour la transition vers une vie civile. Bien que les chefs de communautés aient demandé davantage de garanties de sécurité et exprimé leurs inquiétudes quant à l'ampleur et au rythme des enquêtes de la juridiction spéciale, leur engagement inébranlable en faveur de la paix était impressionnant. Le Conseil a également visité des projets communautaires et s'est intéressé au déminage réalisé par Humanicemos DH, la première organisation de déminage humanitaire au monde dirigée par d'anciens combattants. Cette visite a non seulement permis une meilleure compréhension de la situation d'une communauté locale, mais surtout de l'importance de la justice transitionnelle dans le traitement du passé et de la nécessité de lier le dépôt des armes à des perspectives socioéconomiques.

À son retour, le Conseil a reçu des organisations de femmes pour échanger sur l'"Agenda pour les femmes, la paix et la sécurité" 1325 et le premier plan d'action national de la Colombie. Les représentantes ont décrit les risques auxquels elles et leurs enfants sont exposés et les défis posés par la protection des droits humains au quotidien. Elles ont souligné que les violences sexuelles ne devaient pas être amnistiées et que leur interdiction, tout comme celle du recrutement d'enfants, devaient être des exigences minimales dans les pourparlers de paix en cours. La participation des femmes aux processus de décision ne semble pas suffisamment garantie malgré leur contribution indéniable à la construction de la paix. Comme elles l'ont souligné, il ne peut y avoir de paix durable sans leur participation effective à la table des négociations.

Le 10 février, le Conseil a rencontré aussi des organisations de victimes à Buenaventura, une région particulièrement touchée par la pauvreté et la violence. Ces discussions - nous l'avons entendu - en présence de la vice-présidente Francia Marquez, ont mis en évidence, d'une part, l'importance d'accélérer la mise en œuvre de l'accord relatives au genre et à l'ethnicité ainsi que leur inclusion dans les dialogues avec l'ELN et l'EMC FARC-EP et, d'autre part, le besoin urgent d'accroître la protection contre la violence. Toutes ces organisations ont souligné le rôle important du Conseil de sécurité et de la mission de vérification de l'ONU dans le suivi et l'examen de la mise en œuvre du plan d'action national prévu.

En tant que représentante de la Suisse et par rapport aux pourparlers de paix en cours avec l'ELN et l'EMC FARC-EP, dans lesquels mon pays est impliqué en tant qu'accompagnant et garant, je voudrais souligner que le dialogue est le seul moyen de parvenir à la paix. Nous avons constaté des progrès dans le fonctionnement des cessez-le-feu et saluons le renforcement de la protection des civils, ainsi que des mécanismes de contrôle et de vérification. La Suisse encourage donc le Conseil à étendre le mandat de la mission de vérification à la surveillance et à la vérification du cessez-le-feu récemment renouvelé entre le gouvernement et l'EMC FARC-EP.

Creo que puedo hablar en nombre de todas y todos nosotros cuando digo que era importante comprender la complejidad de esta paz, pero también que es posible. La paz debe lograrse en el territorio, pero también tenemos la gran responsabilidad, como miembros del Consejo, de apoyar todos los esfuerzos en esta dirección. Y sólo podremos hacerlo si seguimos hablando con una sola voz.

Para terminar, me gustaría agradecer una vez más a mis colíderes, a los miembros del Consejo, a la Misión de Verificación de la ONU, a la SCAD, a los firmantes de paz, a los representantes de las víctimas, a las organizaciones de mujeres y a todas las personas implicadas por su contribución a este viaje y al proceso de paz colombiano. Y, por supuesto, un agradecimiento especial al gobierno, a la misión aquí, y al pueblo colombiano por su cordial hospitalidad.

Unofficial Translation

Madam President,

In 2016 – we have heard it – Colombia put an end to decades of conflict by signing one of the world's most innovative peace agreements. The fact that it is now in its eighth year of implementation is the result of the support of the international community and this Security Council, the excellent work of UN actors and above all of the UN Verification Mission, but also and above all - the strong desire for lasting peace and the impressive resilience of the Colombian people.

At the same time, we were able to see that the country, despite the government's political will for "total peace", faces enormous challenges. Time and again, we heard the same demands, which - a lesson for this Council - are representative of most conflict solutions in the world: better land distribution, greater social justice and, above all, greater protection against violence.

To complement the observations and conclusions of my fellow Co-leads, which I can only support, allow me to briefly describe a couple of elements of the mission, which I had the honor of being responsible for:

On February 9, the Council visited Agua Bonita, Caquetá, one of the most emblematic areas of the conflict between the Colombian government and the FARC-EP. It held talks with representatives of the

former Territorial Area for Training and Reintegration, and recognized the importance of the reconciliation process for the transition to civilian life. Although community leaders asked for more security guarantees and expressed concern about the scope and pace of the Special Jurisdiction's investigations, their unwavering commitment to peace was impressive. The Council also visited community projects and demonstrated interest in demining activities carried out by Humanicemos DH, the world's first humanitarian demining organization run by former combatants. The visit not only provided a better understanding of the situation in a local community, but above all of the importance of transitional justice in dealing with the past, and the need to link the laying down of arms with socio-economic prospects.

On its return, the Council met with women's organizations to discuss the "Agenda for Women, Peace and Security" 1325 and Colombia's first National Action Plan. The representatives described the risks they and their children face, and the challenges of protecting human rights on a daily basis. They stressed that there should be no amnesty for sexual violence and that the prohibition of sexual violence and child recruitment should be minimum requirements in the current peace talks. Women's participation in decision-making processes does not appear to be sufficiently guaranteed, despite their undeniable contribution to peacebuilding. As they have stressed, there can be no lasting peace without their effective participation at the negotiating table.

On February 10, the Board also met with victims' organizations in Buenaventura, a region particularly affected by poverty and violence. These discussions – we have heard it – in the presence of Vice President Francia Marquez, highlighted the importance of accelerating the gender and ethnic provision of the agreement, and its inclusion in dialogues with the ELN and EMC FARC-EP, as well as the urgent need to increase protection against violence. All these organizations stressed the important role of the Security Council and the UN Verification Mission in monitoring and reviewing the implementation of the forthcoming National Action Plan.

As a representative of Switzerland, and with regard to the ongoing peace talks with the ELN and the EMC FARC-EP, in which my country is involved as an accompanier and guarantor, I would like to emphasize that dialogue is the only way to achieve peace. We have seen important advances in the functioning of ceasefires, and welcome the ongoing strengthening of provisions on the protection of civilians, as well as the monitoring and verification mechanisms. Switzerland therefore encourages the Council to extend the mandate of the Verification Mission to include monitoring and verification of the recently renewed ceasefire between the government and the EMC FARC-EP.

I think I can speak for all of us when I say that it was important to understand the complexity of this peace, but also that it is possible. Peace must be achieved in the territories, but we also have a great responsibility, as members of the Council, to support all efforts in this direction. And we can only do that if we continue to speak with one voice.

In conclusion, I would like to thank once again my co-leaders, the members of the Council, the UN Verification Mission, SCAD, the peace signatories, the victims' representatives, the women's organizations and all those involved for their contribution to this trip and to the Colombian peace process. And, of course, special thanks to the Government, the Mission here, and the Colombian people for their warm hospitality.